

[Text]

involved in education for home economists in public and high schools.

Our total budget represents approximately 20 per cent of the money the department budgeted for its program. We have tried to pick up the key components and provide the same services to the Canadian consumer.

The Chairman: Is that done with the blessing of the Department of Fisheries and Oceans?

Mr. Bulmer: Yes, and over a three-year period a declining grant which goes along with industry money. The department's share is slightly larger this year; by year four, it will be zero and the industry will have to pick up the total cost.

The Chairman: Is there an equivalent council on the west coast?

Mr. Bulmer: Yes, the Fisheries Council of British Columbia has also received funds from the government. It, along with its industry members, is doing a domestic marketing program mostly for canned salmon.

The Chairman: There are some irritants between the Alaskan fisheries and the Canadian fisheries near the Canada-U.S. border. What will we hear from the Canadians and what will we hear from the Americans regarding those irritants and, for example, the 301 issue you have mentioned?

Mr. Bulmer: You will require the wisdom of Solomon on that because you will have to divide the baby.

The British Columbia council in the south is very concerned about the flow of fish that is going straight from Canadian boats into Seattle and not coming through shore facilities.

The British Columbia industry in the north has always accessed Alaskan salmon, and in the past year, roe, for production in British Columbia plants.

The trade regulation that is in place does not allow an Alaskan producer to do the same. An Alaskan producer cannot go into the B.C. zone and buy directly from the fishermen, take the herring home, extract the roe and sell it to Japan.

Within the B.C. industry there is a confused state between the companies that operate in the north and those that operate in the south in terms of the product flows of raw fish.

It would appear from my conversations that the Alaskan industries have started this action, not to put it through GATT, but rather to get the United States government to put in mirror regulations so that the product could not leave Alaska for a British Columbia industry.

But I will confuse you further by saying that I have had discussions with the National Fisheries Institute, the national body located in Washington for the entire commercial industry, and it is the considered opinion of the officials of that organization that they would never get the national industry of the United States to support the United States government

[Traduction]

quelques dollars dans le domaine de l'enseignement de l'économie domestique, dans les écoles secondaires publiques.

L'ensemble de notre budget représente environ 20 p. 100 des fonds qu'a prévus le ministère pour son programme. Nous avons essayé d'en adopter les principaux points de façon à offrir les mêmes services aux consommateurs canadiens.

Le président: Avez-vous la bénédiction du ministère des Pêches et Océans?

M. Bulmer: Oui et il nous verse, pendant une période de trois ans, une subvention dont le montant va décroissant au fur et à mesure qu'augmente la contribution de l'industrie. La part du ministère est légèrement plus élevée cette année et elle sera réduite à néant d'ici quatre ans, alors que l'industrie devra assumer l'ensemble des frais.

Le président: Existe-t-il un conseil semblable sur la côte Ouest?

M. Bulmer: Oui, le Conseil des pêches de Colombie-Britannique a également obtenu des fonds du gouvernement. De concert avec ses sociétés membres, il a mis en œuvre un programme de commercialisation domestique visant surtout le saumon en conserve.

Le président: Il y a quelques tiraillements entre le secteur des pêches de l'Alaska et celui du Canada près de la frontière entre les deux pays. Qu'ont à dire les Canadiens et les Américains sur ces conflits et, par exemple, sur la question 301 dont vous avez parlé?

M. Bulmer: Vous aurez besoin de la sagesse de Salomon pour régler cette question, car il faudra diviser le butin.

Le secteur du Sud de la province du Conseil de la Colombie-Britannique est extrêmement préoccupé par le fait que les prises de navires canadiens sont acheminées directement à Seattle, sans qu'il soit fait usage des installations côtières.

L'industrie du Nord de la Colombie-Britannique a toujours eu accès au saumon de l'Alaska et, l'an dernier, aux œufs, aux fins de production dans les usines de Colombie-Britannique.

Par contre, les règlements sur les échanges commerciaux ne permettent pas à un producteur de l'Alaska de faire la même chose. Ce producteur ne peut se rendre dans la zone de la Colombie-Britannique et acheter le hareng directement du pêcheur, en extraire les œufs et les vendre au Japon.

Il règne une certaine confusion au sein de l'industrie de la Colombie-Britannique entre les entreprises du Nord et du Sud à l'égard de la production de poisson commun.

D'après mes entretiens avec des représentants de l'industrie de l'Alaska, celles-ci ont présenté des instances, non pas dans le cadre du GATT, mais plutôt auprès du gouvernement des États-Unis, afin qu'il mette en place des règlements du même type de sorte que l'industrie de Colombie-Britannique ne puisse s'approprier le produit de l'Alaska.

Vous serez peut-être déconcerté d'apprendre que j'ai discuté avec l'Institut national des pêches, l'organisme national représentant l'ensemble des commerçants américains et dont le siège social se trouve à Washington, et que les dirigeants de cet organisme se sont entendus pour ne jamais demander à l'industrie nationale américaine d'exhorter le gouvernement des